



Audit - Bureau de Paris

16, rue de Monceau
75008 Paris

T : +33(0) 1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

Association FEPEM

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 79 rue de Monceau
75008 PARIS

SIRET : 784 204 786 00072 - NAF : 9411Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



Association FEPEM

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 79 rue de Monceau
75008 PARIS

SIRET : 784 204 786 00072 - NAF : 9411Z

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents de l'**Association FEPEM**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil des Présidents, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **FEPEM** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe « Faits majeurs de l'exercice » qui expose les événements principaux de l'exercice 2024 de la FEPEM.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau exécutif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

FEPEM

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	1 393 905	962 539	431 366	545 968
		Immobilisations incorporelles en cours	625 915		625 915	301 106
	Avances et acomptes					
	TOTAL		2 019 820	962 539	1 057 281	847 074
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	1 593 695	562 128	1 031 566	109 772
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		1 593 695	562 128	1 031 566	109 772	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés		50 470		50 470	8 870
	Prêts					
	Autres		403 596		403 596	285 311
TOTAL		454 066		454 066	294 181	
Total I			4 067 582	1 524 667	2 542 914	1 251 028
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 350 513		1 350 513	837 299
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	1 104 731		1 104 731	1 754 442
		TOTAL	2 455 245		2 455 245	2 591 741
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	651 127		651 127	2 635 988
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		501 482		501 482	237 970	
Total II			3 607 854		3 607 854	5 465 700
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			7 675 437	1 524 667	6 150 769	6 716 728
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	289 730	289 730
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	254 521	
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-589 819	254 521
	Situation nette (sous-total)	-45 568	544 251
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		-45 568	544 251
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	227 039	288 671
Total II		227 039	288 671
Provisions	Provisions pour risques		16 000
	Provisions pour charges		
Total III			16 000
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	591 770	134
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 025 428	1 148 770
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 173 184	1 939 353
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		107 122
	Autres dettes	1 178 914	2 671 392
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		1 032
Total IV		5 969 298	5 867 805
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 150 769	6 716 728
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	135	134
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	30 331	15 108
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	284 761	348 068
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	367 612	328 051
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	19 220 980	18 951 742
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 472 792	1 549 369
	Utilisations des fonds dédiés	117 200	134 670
	Autres produits	359 876	139 428
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	21 853 553	21 466 438
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	9 025 520	7 925 025
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	926 030	873 349
	Salaires et traitements	6 993 002	6 674 268
	Charges sociales	3 364 613	3 095 835
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	302 242	215 287
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	55 568	251 025
	Autres charges	1 753 755	2 137 385
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	22 420 733	21 172 176
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-567 179	294 261

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15 416	9 196
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	15 416	9 196
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 620	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	5 620	
2. Résultat financier (III-IV)		9 796	9 196
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-557 383	303 458
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	66	7 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	66	7 000
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-66	-7 000
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		32 370	41 936
Total des produits (I + III + V)		21 868 970	21 475 635
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		22 458 790	21 221 113
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-589 819	254 521
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		191 204	230 754
Total		191 204	230 754
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		191 204	230 754
Total		191 204	230 754

Association FEPEM

(Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024)
Montants exprimés en EUR

Table des matières

1	Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité	4
1.1	Objet social	4
1.2	Missions sociales réalisées	5
1.3	Description des moyens mis en œuvre	5
2	Faits majeurs de l'exercice	7
2.1	2.1 Événements principaux de l'exercice	7
2.2	Événements post-clôture	7
3	Principes, règles et méthodes comptables	8
3.1	Présentation des comptes	8
3.2	Méthode générale	8
3.3	Changement de méthode d'évaluation	8
3.4	Changement de méthode de présentation	8
4	Informations relatives au bilan	9
4.1	Actif	9
4.1.1	Tableau des immobilisations	9
4.1.2	Tableau des amortissements	10
4.1.3	Immobilisations incorporelles	10
4.1.4	Immobilisations corporelles	11
4.1.5	Immobilisations en cours	11
4.1.6	Immobilisations financières	12
4.1.7	Créances	12
4.1.8	Produits à recevoir	13
4.1.9	Charges constatées d'avances	13
4.2	Passif	14
4.2.1	Fonds propres	14
4.2.2	Provisions pour risques et charges	15
4.2.3	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	15
4.2.4	Fonds dédiés – Tableau de suivi	16
4.2.5	Etat des dettes	17
4.2.6	Fournisseurs et comptes rattachés	17
4.2.7	Dettes fiscales et sociales	17
5	Informations relatives au compte de résultat	18
5.1	Ventilation des produits d'exploitation	18
5.2	Ventilation de l'effectif moyen	18
5.3	Contributions volontaires en nature	18
5.4	Impôts sur les bénéfices	19
5.4.1	Ventilation	19
6	Autres informations	20
6.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	20
6.2	Transactions non courantes	20
6.3	Honoraires des commissaires aux comptes	20
6.4	Informations spécifiques aux organisations syndicales et professionnelles	21
6.4.1	Ressources à retenir pour la détermination des seuils	21

6.4.2	Liste des organismes paritaires auxquels la FEPEM participe	21
6.5	Engagements hors bilan	21
6.6	Crédit-bail	22
6.6.1	Matériel informatique	22
6.6.2	Matériel informatique	22
7	Comptes annuels annexés des entités contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce	23

1 Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

L'Association a pour objet :

- De représenter et de défendre les particuliers employeurs de France auprès des pouvoirs publics, notamment auprès des institutions régionales et départementales ainsi qu'à l'échelon national, européen et international ;
- De négocier et conclure des accords et conventions en sa qualité d'organisation professionnelle représentative des particuliers employeurs ;
- De promouvoir l'emploi au domicile auprès des interlocuteurs politiques, économiques et sociaux ;
- De contribuer à l'élaboration des politiques publiques dans le secteur de l'emploi direct à la personne, au développement et à la singularité de ce secteur ;
- De définir sa politique générale et de la mettre en œuvre ;
- De promouvoir au niveau local et national la diffusion de l'information sur les droits et obligations des particuliers employeurs ;
- De renforcer la représentativité de proximité en créant, en développant et en gérant des Délégations Territoriales ;
- D'animer, d'assurer la liaison et la coordination des Délégations Territoriales ;
- D'assurer l'accompagnement, la défense et la représentation de ses membres sur les territoires ;
- De proposer, directement ou indirectement à ses membres personnes physiques et morales, aux ressortissants de l'emploi direct à domicile et aux institutions concernées, des services en rapport avec le statut de particulier employeur ;
- D'assurer ou proposer sa propre représentation dans les instances ou organisations relevant du ou concernées par le secteur de l'emploi à domicile,
- De procéder à l'acquisition, la location ou la vente de tout immeuble dans l'intérêt de son fonctionnement ou de son développement.

1.2 Missions sociales réalisées

La FEPEM est présente sur le secteur du particulier employeur. Ce secteur représente 3.3 millions de particuliers employeurs et 1.4 million de salariés.

La FEPEM exerce les activités suivantes :

- Actions auprès des pouvoirs publics,
- Actions de communication sur le secteur de l'emploi entre particuliers,
- Représentation auprès des entités paritaires où la FEPEM siège,
- Déploiement du dialogue social de branche pour sécuriser et professionnaliser l'emploi à domicile,
- Réalisation de l'Observatoire des emplois et de la famille,
- Mise en place de coopérations avec les acteurs du secteur de l'emploi entre particuliers, avec l'Etat et les collectivités locales,
- Mise à disposition d'expertises sectorielles,
- Structuration du secteur dans le cadre du rapprochement des branches professionnelles et de l'opérationnalisation des droits,
- Accompagnement et information des particuliers employeurs dans le cadre de leurs relations avec leurs salariés.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de la FEPEM proviennent essentiellement des contributions patronales assises sur les salaires des emplois relevant de la nouvelle convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Ces fonds sont gérés dans le cadre Association paritaire nationale de gestion du fonds de développement du dialogue social et du paritarisme et du fonds d'information et de valorisation de l'emploi à domicile branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile (APNG2F). Ils financent les actions réalisées en France et en Europe par la FEPEM en direction du secteur, en relation avec le statut d'entité représentative des employeurs.

La FEPEM est partenaire des pouvoirs publics. A ce titre, elle bénéficie de subventions dans le cadre du déploiement de l'emploi à domicile (ex : CNSA, Conseils départementaux...)

La FEPEM bénéficie également des cotisations de ses adhérents.

Enfin, la FEPEM met à disposition des moyens et son expertise au service de ses partenaires du secteur.

Afin de réaliser ses missions, la FEPEM s'appuie sur les expertises complémentaires de ses 114 salariés (développement territorial, affaires publiques, droit social, communication, etc.), présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre-mer.

Par ailleurs, les 118 élus des 13 délégations territoriales de la FEPEM sont de véritables ambassadeurs de l'emploi à domicile sur le territoire.

La FEPEM développe également des partenariats avec les acteurs du secteur.

2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Événements principaux de l'exercice

L'exercice est marqué par les éléments suivants :

- Arrêté d'extension : le FIVED devient FIVED-A et le taux de cotisation passe de 0,10 à 0,40% à compter du 1er avril 2024
- Mobilisation d'un emprunt pour financement de travaux en juin 2024
- Charges liées à la crise de gouvernance (272 K€) : ces charges, engagées pour l'essentiel par l'ancienne gouvernance et également dans le cadre de la gestion de la crise, sont financées sur fonds propres par décision de la nouvelle gouvernance.
- Changement de Gouvernance en juillet 2024 au sein de la FEPEM : renouvellement du Bureau Exécutif et nomination d'un nouveau Directeur Général de transition
- Mise en ligne d'un nouveau site internet pour l'Observatoire de l'emploi à domicile en novembre 2024
- Le projet « LAB Migration » a continué d'exister sans prendre sa pleine dimension
- Représentativité patronale de la branche : la FEPEM a déposé son dossier en novembre 2024
- Partenariat renouvelé sur 3 ans entre la FEPEM et la CNSA : au service des particuliers employeurs en perte d'autonomie.

2.2 Événements post-clôture

Néant

3 Principes, règles et méthodes comptables

3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

3.2 Méthode générale

Les comptes annuels de la FEPEM ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC 2018-06 et ANC 2020-08, le règlement CRC n°2009-10 du 3 décembre 2009 afférent aux règles comptables des organisations syndicales, ainsi que le règlement comptable ANC 2014-03.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.2135-2 du Code du travail (présentation des comptes des entités contrôlées), la méthode b) dite « de l'agrafage » a été retenue (cf. §5).

3.3 Changement de méthode d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.4 Changement de méthode de présentation

Néant.

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	31/12/2023	Variations de l'exercice			31/12/2024
		+		-	
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Virement de compte à compte	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 377 031	39 587		361 706	1 054 912
Autres immobilisations incorporelles	283 426	55 568			338 994
Immobilisations incorporelles en cours	301 106	1 026 646	- 606 682	95 155	625 915
Total Immobilisations incorporelles	1 961 563	1 121 801	- 606 682	456 862	2 019 820
Terrains					-
Constructions					-
Install. techniques, matériel, outillage	762 252	407 597	606 682	182 836	1 593 695
Autres immobilisations corporelles					-
Immobilisations corporelles en cours					-
Total Immobilisations corporelles	762 252	407 597	606 682	182 836	1 593 695
Participations et créances rattachés	8 300	41 600			49 900
Autres titres immobilisés	570				570
Prêts					
Autres immobilisations financières	285 311	133 328		15 043	403 596
Total Immobilisations financières	294 181	174 928		15 043	454 066
Total	3 017 996	1 704 327	-	654 742	4 067 582

Toutes les immobilisations en cours ont été comptabilisées dans le même compte mais concernent des immobilisations corporelles et incorporelles.

4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	31/12/2023	Variations de l'exercice		31/12/2024
		+	-	
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 080 577	111 730	361 706	830 600
Autres immobilisations incorporelles	33 912	98 028		131 939
Total Immobilisations incorporelles	1 114 488	209 758	361 706	962 539
Constructions				-
Install. techniques, matériel, outillage	652 480	92 485	182 836	562 128
Autres immobilisations corporelles				-
Total Immobilisations corporelles	652 480	92 485	182 836	562 128
Participations et créances rattachés				-
Autres titres immobilisés				-
Prêts				-
Autres immobilisations financières				-
Total Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	1 766 968	302 243	544 543	1 524 668

4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Principaux mouvements

Des immobilisations incorporelles ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant global de 95 K€. Il s'agit du nouveau site internet pour l'Observatoire de l'emploi à domicile pour 55 k€ et du nouvel Espace Pro pour 40 k€.

Des mises au rebut ont été validées pour un montant de 362 K€.

4.1.3.2 Méthode d'amortissement

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	Linéaire	1 à 5 ans
Site internet et outil CRM	Linéaire	1 à 5 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.4.1 Principaux mouvements

Des immobilisations corporelles ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant global de 1 014 K€. Il s'agit principalement des travaux de réaménagement du 79 rue de Monceau pour un montant de 612 k€ et de nouveaux mobiliers pour 354 k€.

Des mises au rebut ont été validées pour un montant de 183 K€.

4.1.4.2 Méthode d'amortissement

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Agencements, aménagements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

4.1.5 Immobilisations en cours

A la clôture, des immobilisations en cours ont été comptabilisées pour un montant de 626 K€. Il s'agit principalement de coûts liés à la mise en place de la plateforme CPH. et de la plateforme des élus.

4.1.6 Immobilisations financières

4.1.6.1 Participations et créances rattachées à des participations :

Catégories d'immobilisations	Montant Net	
	31/12/2024	31/12/2023
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		
Autres titres immobilisés	50 470	8 870
Prêts		
Dépôts et cautionnement	403 597	285 311

4.1.7 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			-
Créances de l'actif circulant	2 455 246	2 455 246	-
Clients douteux ou litigieux		-	
Autres créances clients	1 350 514	1 350 514	
Créances reçues par legs ou donations	-	-	
Autres	1 104 732	1 104 732	
Charges constatées d'avance	501 482	501 482	
Total	2 956 729	2 956 729	-

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

-

Prêts récupérés en cours d'exercice

-

4.1.8 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Intérêts courus	
Clients	502 129
Factures à établir	502 129
Autres produits	190 873
Avoirs à recevoir	115 843
Personnel	74 215
Organismes sociaux	
Etat	816
Autres produits à recevoir	
Total	693 003

4.1.9 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 501 482 € au 31 décembre 2024.

Elles concernent essentiellement des charges de location, des abonnements ...relatifs à l'exercice 2025.

4.2 Passif

4.2.1 Fonds propres

4.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	289 730				289 730
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecarts de réévaluation					-
Réserves		-	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles					-
Réserves pour projet de l'entité					-
Autres					-
Report à nouveau	-	254 521			254 521
Excédent ou déficit de l'exercice	254 521	- 254 521	- 589 820		- 589 820
Situation nette	544 252	-	- 589 820	-	- 45 568
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées					-
TOTAL	544 252	-	- 589 820	-	- 45 568

4.2.1.2 Autres Fonds propres

Néant.

4.2.2 Provisions pour risques et charges

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Provisions	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Provisions pour risques	16 000		16 000	-
Provisions pour charges	-			-
Total	16 000	-	16 000	-

La provision pour risque d'un montant de 16 k€ correspond à un ancien litige a été reprise sur l'exercice.

4.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Il n'a pas été provisionné d'engagement pour indemnité de retraite. Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice 2024 s'élève à 29 539 €.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-11-2013 modifiée le 5 novembre 2021, l'association a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté, et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

Ce montant a été évalué selon les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %
- Pour la prise en compte de la probabilité de turnover, nous avons utilisé les données de la société sur les trois derniers exercices.
- Pour la prise en compte du risque de mortalité, le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

Le pourcentage de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est de 60 %.

4.2.4 Fonds dédiés – Tableau de suivi

4.2.4.1 Contributions financières affectées

Fonds dédiés sur dons manuels	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours d'exercice		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention de fonctionnement						-	
FIVED CRM	38 176		38 176			-	
FIVED Switch et Uxui	43 052		13 247			29 805	
FIVED Simulateur AM	144 179		32 188			111 991	
FIVED Refonte Site Fepem.fr	63 266		30 039			33 227	
FIVED Site Observatoire	-	55 568	3 552			52 016	
TOTAL	288 673	55 568	117 202	-	-	227 040	-

Des financements affectés par le FIVED aux financements d'immobilisations ont été reçus en 2024 et les années antérieures. Les immobilisations concernées étant en cours de réalisation, les fonds ainsi reçus ont été enregistrés en fonds dédiés. Ils seront repris au résultat au rythme des amortissements après leur mise en service.

4.2.5 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de				
- à 2 ans au maximum à l'origine	591 771	116 728	475 043	
- à plus de 2 ans à l'origine				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 025 428	2 025 428		
Dettes des legs ou donations		-		
Dettes fiscales et sociales	2 173 185	2 173 185		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-		
Autres dettes	1 178 914	1 178 914		
Produits constatés d'avance		-		
Total	5 969 298	5 494 256	475 043	-

4.2.6 Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	Montant
Fournisseurs	Biens et Services	1 404 087
Factures non parvenues		621 341

4.2.7 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se composent au 31 décembre 2024 principalement de :

- Comité d'entreprise	:	9 882 €
- De la provision pour congés payés	:	546 441 €
- De charges sociales à payer + primes	:	1 230 296 €
- TVA (à décaisser, collectée, sur FAE)	:	383 409 €
- D'autres charges à payer	:	3 157 €

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Montants en €	2024
Cotisations	30 331
Ventes de bien et de prestations de services	284 761
Concours publics et subventions d'exploitation	367 613
Dons manuels	
Mécénats	
Legs, donations et assurance-vie	
Contributions financières	19 220 980
Reprises sur amort. Dépr.prov. Et transferts de charges	1 472 792
Utilisations des fonds dédiés	117 200
Autres produits	359 876
Total	21 853 554

5.2 Ventilation de l'effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	96
Employés	18
Total	114

5.3 Contributions volontaires en nature

Afin de réaliser son objet social, la FEPEM bénéficie de l'investissement de ses bénévoles (administrateurs, élus, ...). En 2024, le temps passé par ces bénévoles a été évalué par la mise en place d'un suivi des temps de présence et d'activité ainsi que de préparation. Cela concerne en 2024, 65 élus pour une valorisation évaluée à 191 205 € (SMIC horaire chargé), soit près de 13 055 heures.

La FEPEM ne bénéficie pas d'autres contributions volontaires en nature.

5.4 Impôts sur les bénéfices

5.4.1 Ventilation

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	131 923	
Impôts :		
- au taux de 15%	- 6 375	
- au taux de 25%	- 22 356	
Résultat après impôts		
Total	103 192	-

Un impôt d'un montant de 28 731 € est dû sur l'activité « secteur imposable ».

6 Autres informations

6.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 155 891 € en 2024.

L'indemnisation brute de la Présidente statutaire en charge de la négociation du dialogue social et de la vie statutaire depuis le 10 juillet 2024 a été de 44 016 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 2 761 €.

L'indemnisation brute de la Présidente statutaire en charge de la négociation du dialogue social et de la vie statutaire jusqu'au 10 juillet 2024 a été de 36 792 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 22 642 €.

L'indemnisation brute de la Présidente en charge de la stratégie sectorielle a été de 24 528 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 25 152 €.

6.2 Transactions non courantes

Néant

6.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	30 691 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	29 682 €
Honoraires totaux	60 373 €

6.4 Informations spécifiques aux organisations syndicales et professionnelles

6.4.1 Ressources à retenir pour la détermination des seuils

Ressources de l'année	
Cotisations reçues	30 331
- Reversements de cotisations	
Subventions reçues nettes de fonds dédiés	367 613
Autres produits d'exploitation perçus nets de fonds dédiés	21 400 042
Produits financiers perçus	15 417
Total des ressources hors exceptionnel	21 813 402

Le fait générateur des cotisations est l'encaissement de la cotisation.

6.4.2 Liste des organismes paritaires auxquels la FEPEM participe

La FEPEM participe à plusieurs organismes paritaires en sa qualité d'organisation représentative.

- Groupe IRCEM
- APNG2F
- APNI
- OGN Santé au travail

6.5 Engagements hors bilan

La CNSA subventionne le projet de la FEPEM relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap pour les années 2024 à 2026.

La convention a été signée début 2025 avec un effet rétroactif sur 2024.

Le coût global des actions s'élève à 1 821 K€. Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, par année, à hauteur de 60% du coût global des actions, soit un montant total maximum de 1 093 K€.

6.6 Crédit-bail

6.6.1 Matériel informatique

Nature du bien	:	matériel informatique divers
Date de début de location	:	1 ^{er} novembre 2020 reporté de 12 mois
Durée de la location	:	36 mois
Montant du loyer mensuel	:	548 € HT
Valeur résiduelle en fin de contrat	:	0

6.6.2 Matériel informatique

Nature du bien	:	matériel informatique divers
Date de début de location	:	1 ^{er} novembre 2020 reporté de 12 mois
Durée de la location	:	36 mois
Montant du loyer mensuel	:	969 € HT
Valeur résiduelle en fin de contrat	:	0

7 Comptes annuels annexés des entités contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

Dans le cadre des dispositions de l'article L.2135-2 du Code du travail (présentation des comptes des entités contrôlées), la méthode b) a été retenue.

Les entités, dont les comptes sont annexés, sont les suivantes :

- Le GIE - Particulier Employeur, contrôle exclusif,
- Le Fonds de dotation « Fondation du domicile »,

Les comptes annuels des entités du périmètre, certifiés par un commissaire aux comptes, sont annexés ci-après.

Entité contrôlée	Nature du lien de contrôle	% d'intérêt	Résultat comptable	Situation nette	Identité du commissaire aux comptes
GIE- PE	Exclusif	nul	0	0	Claire Fournier
FONDS DE DOTATION	Exclusif	nul	37 783	604 336	Bakertilly Strego

RYDGE Conseil vous accompagne dans vos différents projets professionnels.

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société
d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous
le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 000 000 €, ayant son
siège social sis Tour EQHQ, 2 avenue Gambetta, CS 60055,
92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National

Crédits photos : Getty Images, iStock, Shutterstock, Adobe Stock,
tous droits réservés.



Éclairer
Entreprendre
Réussir

rydge.fr

 RYDGE Conseil



Marie France HUYGHE BURNOG

Claire FOURNIER

Marc LEVILLY

Commissaires aux Comptes

Experts-comptables

GIE PARTICULIER EMPLOI

GIE au capital de 0 €

Siège social : 66 Avenue du Maine

75014 PARIS 14

848 296 190 RCS DE PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Relatif à l'exercice clos le 31/12/2024

EXPERTISE

AUDIT

CONSEIL

UNICITE

4, rue Alfred Kastler

14000 CAEN

Tél : 02.31.94.55.80

caen@cogediac.com

www.cogediac.com

SAS au capital de 500 000 €

Siret 392 219 317 00071

RCS CAEN B 392 219 317

FR 45 392 219 317 – NAF 6920Z

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Normandie

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Caen

GIE PARTICULIER EMPLOI
GIE au capital de 0 €
Siège social : 66 Avenue du Maine
75014 PARIS 14
848 296 190 RCS DE PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GIE PARTICULIER EMPLOI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE PARTICULIER EMPLOI à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Principes et méthode comptables

L'Annexe aux comptes annuels présente les principes et méthodes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers. J'ai vérifié le caractère approprié de ces principes.

Présentation d'ensemble

La répartition des dépenses du Groupement est réalisée selon une clé de répartition validée en conseil d'administration.

Nous nous sommes assuré de sa correcte application, et, de la réciprocité de ces sommes dans les comptes des membres et de leur justification par des documents probants.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GIE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Groupement.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Caen, le 3 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

SAS COGEDIAC, représentée par Claire FOURNIER

ANNEXES

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du GIE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	64 879	28 979	35 899	6 386
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours	51 119		51 119	54 687
	Immobilisations corporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	115 999	28 979	87 019	61 074
		Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat. out. industriels	54 756	34 740	20 015	30 949
		Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations financières	Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	54 756	34 740	20 015	30 949
		Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations				
		Créances rattachées à des participations				
	Immobilisations financières	Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	78 791		78 791	70 423
		TOTAL	78 791		78 791	70 423
Total de l'actif immobilisé		249 546	63 720	185 825	162 447	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	TOTAL					
	Créances ^{a)}	Avances et acomptes versés sur commandes	19 969		19 969	1 260
		Clients et comptes rattachés	1 719 500		1 719 500	652 972
		Autres créances	110 037		110 037	299 412
		Capital souscrit et appelé, non versé				
		TOTAL	1 829 537		1 829 537	952 384
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités		726 369		726 369	367 563	
TOTAL		726 369		726 369	367 563	
Charges constatées d'avance		54 280		54 280	95 090	
Total de l'actif circulant		2 630 158		2 630 158	1 416 297	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF		2 879 705	63 720	2 815 984	1 578 745	
Renvois : (1) Dont droit au bail						
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières						
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)						
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients		

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres	Capital (dont versé :)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)		
	Situation nette avant répartition		
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total		
	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
	Provisions		
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total		
	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	367	317
	Emprunts et dettes financières divers (3)	1 191 500	215 707
	Total	1 191 867	216 025
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
Dettes	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	918 131	802 365
	Dettes fiscales et sociales	583 581	560 354
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 060	
	Autres dettes	113 343	
	Instruments de trésorerie		
	Total	1 624 116	1 362 719
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	2 815 984	1 578 745
	Écart de conversion passif		
	TOTAL DU PASSIF	2 815 984	1 578 745
Dettes	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an		
	à moins d'un an		
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	2 815 984	1 578 745
	(3) dont emprunts participatifs		

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

		France	Exportation	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens				
	- Services	5 193 217		5 193 217	4 043 829
	Chiffre d'affaires net	5 193 217		5 193 217	4 043 829
	Production stockée			9 336	
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			5 265	610
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7	159
	Autres produits				
	Total			5 207 826	4 044 598
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)			3 064 895	2 389 680
	Impôts, taxes et versements assimilés			104 109	126 491
	Salaires et traitements			1 315 545	1 036 827
	Charges sociales			569 057	417 584
	Dotations sur immobilisations			22 300	17 764
	d'exploitation sur actif circulant				
	pour risques et charges				
	Autres charges			131 917	56 249
	Total			5 207 826	4 044 598
	Résultat d'exploitation		A		
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total				
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total				
	Résultat financier		D		
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		
Résultat exceptionnel		F	
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Événements principaux

Aucun événement ni fait significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

CERTIFIÉ CONFORME
 Le Commissaire aux Comptes

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentation s	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelle	Frais d'établissement et de développement - TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles - TOTAL II	78 687	37 312	-	115 999
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencés et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	21 988	-	-	21 988
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	32 769	-	-	32 769
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL III		54 756	-	-	54 756
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	70 424	27 083	18 716	78 791

CERTIFIÉ CONFORMÉ
 Le Commissaire aux Comptes

TOTAL IV	70 424	27 083	18 716	78 791
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	203 867	64 395	18 716	249 547

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II	17 613	11 367	-	28 980
Terrains	-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	5 936	2 199	8 135
	Matériel de transport	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	17 871	8 735	26 606

	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		23 807	10 934	-	34 741
TOTAL GÉNÉRAL, (I+II+III)		41 420	22 301	-	63 721

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf. 2.1.2 et 2.1.3

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	17 613	11 367	-	-	-	28 980
Corporelles	23 807	10 934	-	-	-	34 741
Financières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	41 420	22 301	-	-	-	63 721

VÉRIFIÉ CONFORMÉ
 Le Commissaire aux Comptes

2.2 Passifs et provisions

2.2.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnité de départ en retraite		63 327	63 327

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

- Taux d'actualisation (taux bloomberg) 3,42%
- Taux d'évolution des rémunérations 3%
- Age limite de départ en retraite 64 ans

2.3 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	78 791	-	78 791
DE L' ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	-	-	-
	Autres créances clients	1 719 500	1 719 500	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	-	-
	Personnel et comptes rattachés	8 160	8 160	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 962	3 962	-
	État et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	-	-

	publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	42 957	42 957	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	-	-	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		54 959	54 959	-
Charges constatées d'avance			54 281	54 281	-
TOTAL			1 962 610	1 883 819	78 791

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	368	368	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		918 131	918 131	-	-
Personnel et comptes rattachés		132 984	132 984	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		248 532	248 532	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	184 736	184 736	-	-

CERTIFIÉ CONFORME
 Le Commissaire aux Comptes

	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	17 330	17 330	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		9 060	9 060	-	-
Groupe et associés		1 191 500	1 191 500	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		113 344	113 344	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		2 815 984	2 815 984	-	-

2.3.1 Créances par tiers

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	Montant
Créances clients - FEPEM	163 108
Créances clients - IRCEM	2 619
Créances clients - C&C	635
Créances clients - Autres	4 730
Factures à établir - FEPEM	485 032
Factures à établir - IRCEM	534 746
Factures à établir - C&C	389 731
Factures à établir - Autres	138 900
Total	1 719 500

CERTIFIÉ CONFORME
le Comptable aux Comptes

2.3.2 Autres dettes

	Montant
Compte courant - FEPEM	- 452 770
Compte courant - IRCEM	- 381 280
Compte courant - C&C	- 357 450
Total	- 1 191 500

2.4 Compte de résultat

2.4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France
Participation - Membres	4 515 888
Prestations de services - Non-membres	235 442
Prestations de services - Membres	441 887
Total	5 193 217

Ces contributions sont facturées au temps passé ainsi que des frais de fonctionnement.

2.4.2 Participation des membres

Le total des dépenses mis à la charge des membres est de 5 193 217€.

La répartition du coût entre les membres est la suivante :

- FEPEM : 2 219 302 €
- IRCEM : 1 500 825 €
- C&C : 1 473 091 €

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

3 Autres informations

3.1 Effectif moyen

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	<i>Personnel salarié</i>
Cadres	10
Employés	22
	32



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008
et le décret n°2009-158 du 11 février 2009

Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris

Siège social : 66, avenue du Maine
75014 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008
et le décret n°2009-158 du 11 février 2009
Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris
Siège social : 66, avenue du Maine
75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateurs du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

31/12/2024

Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	56 962	36 597	20 365	35 653
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 059	1 328	3 731	4 743
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	50	-	50	50
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total I	62 071	37 925	24 146	40 446
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances				
Clients et comptes rattachés	6 741	-	6 741	-
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	125 034	-	125 034	300 000
Divers				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 480 938	-	1 480 938	1 322 634
Charges constatées d'avance	17 530	-	17 530	16 553
Total II	1 630 243	-	1 630 243	1 639 187
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion - Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 692 314	37 925	1 654 389	1 679 633

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Bilan passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Réserves pour projets de l'entité	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	37 783	196 033
SITUATION NETTE	604 336	566 553
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Total I	604 336	566 553
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	687 476	735 976
Total II	687 476	735 976
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
Total III	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 137	319 042
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	56 726	8 062
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	149 713	50 000
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Total IV	362 576	377 104
Ecart de conversion passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 654 389	1 679 633
(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)	362 576	377 104
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2024

au 31/12/2024

Compte de résultat

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et de services	-	-
Ventes de biens	-	-
Dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de services	-	-
Dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	650 000	650 000
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	650 000	650 000
Dont Dons manuels	-	-
Dont Mécénats	650 000	650 000
Dont Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	350 000	300 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	6 741	-
Utilisation des fonds dédiés	398 500	232 500
Autres produits	2	-
Total I	1 405 243	1 182 500
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation des stocks	-	-
Autres achats et charges externes	360 324	369 462
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	24 077	167
Salaires et traitements	159 854	5 306
Charges sociales	72 058	2 627
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 300	12 773
Dotations aux provisions	-	-
Reports en fonds dédiés	350 000	350 000
Autres charges	393 379	253 609
Total II	1 375 992	993 944
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	29 250	188 556
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	11 227	9 838
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	11 227	9 838
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	11 227	9 838
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	40 478	198 394

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Total V	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Total VI	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts (VIII)	2 694	2 361
Total des produits (I+III+V+IX)	1 416 470	1 192 338
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	1 378 687	996 305
EXCEDENT OU DEFICIT	37 783	196 033
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	-	-
Bénévolat	-	-
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	-

ANNEXE

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Le Fonds de dotation de l'emploi à domicile, préfigurant la Fondation du Domicile, en tant qu'organisme d'intérêt général à but non lucratif, a notamment pour objet :

- De soutenir et financer, ainsi que de mettre en œuvre des projets ou toute action visant à :
 - Argumenter ou nourrir la réflexion sur le rôle du domicile au sein de la société, par l'organisation de débats, de manifestations permettant la valorisation de connaissances sur ces enjeux.
 - Comprendre et éclairer les enjeux du domicile au sein de la construction sociale, par l'observation et l'analyse des pratiques sociales et de travail qui s'y déploient.
 - Proposer des modèles de référence et d'action permettant l'amélioration de la qualité de vie, de l'interpénétration des espaces de vie personnelle, familiale et professionnelle, de l'accompagnement des besoins sociaux des familles et des ménages, de l'accompagnement des personnes fragiles et/ou en situation de handicap, et de l'accompagnement des parcours liés au vieillissement de la population et à la dépendance.
- De favoriser par des moyens humains, financiers et matériels, la création d'une Fondation reconnue d'utilité publique, qui sera dénommée "Fondation du Domicile" ;
- D'assurer et de coordonner l'ensemble des démarches de création et de reconnaissance d'utilité publique ;
- De réaliser toute activité mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet.

En conséquence, le Fonds de dotation pourra recevoir et gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable, en vue de redistribuer à toute œuvre contribuant à l'objet défini au présent article, identifiée par le Conseil d'Administration en tant que projet éligible.

Il pourra à cette fin prendre en charge les dépenses de toute nature, et ainsi :

- Financer et soutenir tout investissement et toutes actions d'intérêt général, visant à la mise en place des services décrits ci-dessus ;
- Financer la création, le développement et le soutien des projets ayant des objets analogues ou complémentaires.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels présentés ci-contre laissent apparaître au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 un total de 1 654 389 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, un résultat de 37 783 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe),
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode de vie linéaire en fonction de la durée de vie prévu des biens.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Changement de méthode comptable et de présentation

Néant

Informations relatives au bilan

- Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du CAC versés sur l'exercice au titre de la certification des comptes s'élève à 3 943 € TTC

- Contributions volontaires

NATURE ET EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Contributions volontaires		Montant
Mise à disposition de personnel (1)		0
TOTAL		0 €

Autres Informations :

Engagements sur subventions :

Les engagements donnés au 31 décembre 2024 s'élèvent à 401 000 et sont couverts par des fonds dédiés d'un montant de 687 476 €.

Les subventions qui ont fait l'objet d'un accord du Conseil d'Administration, pour lesquels les conventions ont été retournées signées et ayant fait l'objet d'acomptes s'élèvent 765.000 €

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 59 015 €

La rémunération brute du trésorier en 2024 est de 39 681 € plus les charges sociales pour 19 334 € soit un total de 59 015 €.

Se décomposant de la manière suivante :

Indemnité brute 2024 est de 27 048 € plus les charges sociales pour 13 147 €

Régularisation antérieure 2023

Indemnité brute est de 12 633 € plus les charges sociales pour 6 187 €

Cette régularisation intervient à la suite de la décision du conseil d'administration réuni le 9 mars 2023 d'accorder une indemnisation au trésorier correspondant à 1/2 plafond de la Sécurité sociale, décision encadrée par les statuts de la Fondation (article 4.1.7) eux-mêmes révisés et validés à l'unanimité lors de ce même CA.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	56 962	-		56 962
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations incorporelles	56 962	0	0	56 962
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations Corporelles	5 059	-		5 059
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 059	-	-	5 059
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	50	-		50
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	50	-	-	50
ACTIF IMMOBILISE	62 071	-	-	62 071

Notes sur le bilan

Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	21 309	15 289		36 597
Immobilisations incorporelles	21 309	15 289	-	36 597
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations corporelles	316	1 012		1 328
Immobilisations corporelles	316	1 012	-	1 328
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Autres provisions pour risque				
Pour pensions et obligations				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions pour charge				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur autres immobilisations financières				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL				

- **Dettes et créances**

Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	50		50
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	6 741	6 741	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	125 034	125 034	
Charges constatées d'avance			
Total	131 825	131 775	50

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	125 000
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	125 000

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 137	156 137		
Dettes des legs et donations				
Dettes fiscales et sociales	56 726	56 726		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	149 713	149 713		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	362 576	362 576	-	-

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	20 480
Personnel - congés à payer	13 794
Personnel - autres charges à payer	931
Charges s/provision congés à payer	
Organismes sociaux à payer	
Etat charges a payer	
Autres charges à payer	
Total	35 205

Tableau de variations des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	370 520	196 033			566 553
Fonds propres avec droit de reprise	-	-			-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	-				-
Excédent ou déficit de l'exercice	196 033	- 196 033	37 783		37 783
Situation nette	566 553	-	37 783	-	604 336
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
TOTAL	566 553	-	37 783	-	604 336

Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes							
Dons manuels IRCM	735 976	350 000	398 500			687 476	
TOTAL	735 976	350 000	398 500	0	0	687 476	-